

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Il n'allait pas rentrer
**en bateau
ou à la nage !**

Gabriel Simon - Benjamin Netanyahu est venu à l'assemblée générale de l'ONU pour dire à Antony Blinken, Kamala Harris et Joe Biden qui était le patron. Puis il a dit au monde entier que le droit international est à géométrie variable et qu'il ne s'applique pas à tous et certainement pas à Israël et par extension aux USA. Puis il est parti. Dans tout ça, la Suisse qui a vendu son âme et sa neutralité contre un strapontin à l'ONU et un rôle de porteur de gourde à l'Otan est totalement alignée au ridicule «Plan de victoire» (oui, oui, victoire!) de Volodymyr Zelensky et de paix et de sécurité (oui, oui, paix et sécurité!) de Bibi Netanyahu.

Le premier nie la réalité et veut entraîner le monde dans une guerre mondiale ; le second veut entraîner les USA à faire la guerre contre l'Iran pour éviter de finir derrière les barreaux pour corruption, quitte pour cela à massacrer des dizaines de milliers de femmes et d'enfants et à commettre un voir même deux génocides.

Où s'arrêtera le premier ministre israélien ? Après les Palestiniens de Gaza, est-ce le tour des chiïtes du Sud Liban ? Le monde est en danger et nous les Suisses restons silencieux, nous contentons de regarder car discrédités par des politiciens de carnaval pas même capables de présenter des projets de lois en adéquation avec les aspirations de la population. —

La capsule à suicide (2) Peut-il exister un droit au suicide ?

Eric Bertinat - Ainsi que nous vous en parlions dans notre [numéro 233](#) (21 août dernier), la Suisse expérimente la capsule Sarco, sans se préoccuper de la législation. Or, depuis l'annonce de son arrivée, une Américaine de 64 ans s'est suicidée dans cette fameuse capsule dans une forêt schaffhouseoise. Le parquet de ce canton a aussitôt ouvert une procédure pénale contre plusieurs personnes pour incitation et aide au suicide et plusieurs personnes ont été placées en garde à vue a indiqué la police du canton dans un communiqué.

Coïncidence de l'agenda, le même jour, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider répondait à une question de la conseillère nationale de l'Union démocratique du centre (UDC) Nina Fehr Düsel sur la capsule. Sa conclusion: «**Sarco n'est pas conforme à la loi**». Et le *Blick* de constater: « La Suisse semble devenir une destination de choix pour ceux qui veulent mourir».

La même semaine, coïncidence de l'agenda, [La Porte Latine](#) publie un excellent article de l'abbé François Castel intitulé «Peut-il exister un droit au suicide ?» que nous ne pouvons que vous recommander la lecture. Dans ce texte, outre la question religieuse du suicide, figure l'exemple de la Hollande, premier pays européen à avoir dépénalisé l'euthanasie et le suicide assisté par une loi du 12 avril de 2001. En 2017, une note rédigée par [Alliance Vita](#) constate que le nombre d'euthanasies pratiquées a plus que triplé, en raison d'une interprétation toujours plus large des conditions requises et d'une banalisation de cette pratique. Dans une tribune publié dans *Le Monde* (1er dé-

cembre 2022) Theo Boer, ancien contrôleur des cas d'euthanasie met en garde: *J'ai soutenu, écrit-il, la loi et travaillé, de 2005 à 2014, pour les autorités chargées de contrôler les cas d'euthanasie. J'étais convaincu que les Néerlandais avaient trouvé le bon équilibre entre la compassion, le respect de la vie humaine et la garantie des libertés individuelles. Cependant, au fil des années, certaines évolutions m'ont inquiété de plus en plus.*

Après une période initiale de stabilisation, nous avons assisté à une augmentation spectaculaire du nombre d'euthanasies qui sont passées de 2000, en 2002, à 7800, en 2021, avec une augmentation continue en 2022. Dans certains endroits des Pays-Bas, jusqu'à 15% des décès résultent d'une mort administrée. Le directeur sortant du Centre d'expertise sur l'euthanasie – qui fournit une aide à mourir à plus de 1000 patients par an – s'attend à ce que le nombre d'euthanasies double, à brève échéance.

Nous avons également assisté à des évolutions dans la manière d'interpréter les critères juridiques. Au cours des premières années de l'euthanasie aux Pays-Bas, celle-ci concernait presque exclusivement les adultes mentalement aptes et en phase terminale. Après quelques décennies, la pratique s'est étendue aux personnes souffrant de maladies chroniques, aux personnes handicapées, à celles souffrant de problèmes psychiatriques, aux adultes non autonomes ayant formulé des directives anticipées ainsi qu'aux jeunes enfants (sic !). Actuellement, nous discutons d'une extension aux personnes âgées sans pathologie.

Ainsi que conclut l'abbé Castel «Nous voilà prévenus. On ne pourra pas dire que l'on ne savait pas !». —



Domostawa

ou pourquoi les Polonais n'iront pas se battre pour l'Ukraine

Alexandra Klucznik-Schaller - Ce 12 septembre, Antony Blinken se trouvait en Pologne lorsque Poutine déclara que les attaques par missiles de longue portée seraient un casus belli mettant face à face l'OTAN et la Russie. Dès le lendemain, Donald Tusk dit s'être entretenu avec le secrétaire d'État américain, et minimisa la menace : « je ne prendrai pas au sérieux les déclarations du président Poutine (...), les Russes subissent des difficultés sur le front. (...). Si la Russie reçoit des missiles de l'Iran, il est dans notre intérêt que l'Ukraine soit bien armée (...). Il convient de se préparer à ce que l'Ouest intensifie son aide à l'Ukraine. » (1)

Si l'Ukraine est exsangue, certains craignent que la guerre ne continue par l'entremise des Polonais, mais il y a un mais, et ce mais s'illustre à Domostawa.

Située dans les Basses Carpates, petite localité de 570 habitants, Domostawa a vu affluer le 14 juillet 2024, des Polonais venus du monde entier. Il y avait là toutes les générations, toutes les classes sociales, et tout ce que la Pologne connaît comme forces d'opposition politiques et associatives. Ces personnalités, et tout un chacun, venaient inaugurer un monument aux morts.

Le Père Antoni Moskal célébra la messe : « Ici bat le cœur de la Pologne (...). Combien êtes-vous ici ? Vingt mille, quinze mille ? Je ne sais pas, mais vous êtes très nombreux et chacun ira dans la paix du Christ dire la vérité, car ils essaient d'écrire une autre histoire ! (...) Quelle autre nation a dans son étendard « pour notre liberté et la vôtre ». On ne laisse-

ra pas tomber dans l'oubli. Les morts doivent être enterrés dignement. (2)»

Faits notables

Certains faits notables doivent d'emblée être soulignés.

Pas un représentant du gouvernement n'a fait le déplacement et pas un journaliste travaillant pour un média public n'a relayé l'information, l'évènement n'existait pas dans la sphère officielle. Les participants s'étaient donnés rendez-vous au moyen de réseaux de communication parallèles.

Coulé en bronze, le monument inauguré mesure 14 mètres de haut et pèse 14 tonnes. Financé entièrement par des dons privés, il doit sa réalisation à la diaspora polonaise présente aux États-Unis. Le monument est le fait d'un sculpteur de légende Andrzej Pytinski (1947-2020), auteur de témoignages mémoriels politisés : les Partisans (Boston), mémorial de Katyn (Jersey City), Patriote (Stalowa Wola), les Soldats maudits (Jasło), etc...

En Pologne, le comité réuni pour aider à la réalisation du monument eut beaucoup de difficultés à trouver une ville qui accepte d'accueillir le monument jugé trop drastique, trop expressif, trop controversé... Et il aura fallu aux organisateurs près de sept années de recherches pour trouver Domostawa, un petit village perdu au milieu de nulle part, qui accepte, courageusement, de prendre part à l'histoire.

Le monument aux morts

Le monument commémore les massacres de

la Volhynie (3) qui ont eu lieu entre 1939 et 1947. Il se compose de trois éléments : un aigle avec une couronne découpée par une Croix au milieu de laquelle figure un enfant empalé sur un tryzub ukrainien ; sur les ailes déployées sont gravées les noms de villes et villages où les nationalistes ukrainiens de OUN-UPA4 assassinèrent les civils ; au pied de l'aigle se tient une famille entourée de flammes. Les historiens considèrent que le point culminant du génocide eut lieu le « dimanche sanglant » du 11 juillet 1943. Le nombre exact de victimes reste controversé, Leonid Kravtchouk (1934-2022), premier président de l'Ukraine, signalait 500'000 Polonais tués, d'autres évoquent 100'000 morts, et à ce nombre il faut ajouter les assassinats de nombreux Arméniens, Juifs, Russes, et autres qui vivaient sur ce territoire multiculturel.

L'Ukraine, les Polonais, et la politique mémorielle

La question des massacres de la Volhynie est essentielle pour de nombreux Polonais, car il faut se souvenir que la deuxième guerre mondiale a repoussé les frontières polonaises de l'Est à l'Ouest ; on parle d'environ 180000 km² perdus et près de 2 millions de déplacés. Aujourd'hui, selon une étude réalisée par le Centre d'études de l'opinion publique en 20125, un Polonais sur sept, déclare descendre en ligne directe de Polonais venus de l'Est (« Kresy »), avec de grandes disparités entre les régions ; la plupart des déplacés ayant été installés dans les territoires pris aux Allemands ; ainsi, en Basse-Silésie, 47% de la population se prévaut d'un ascendant né en actuelle Ukraine ou Biélorussie.

Les chiffres sont donc controversés, les exhumations restent interdites, et les crimes sont sujets à interprétation : pour les officiels Ukrainiens il s'agissait d'une guerre civile ; pour les Polonais il s'agit d'un génocide ethnique avec tortures de femmes et enfants. Et nous avons une tierce partie : les autorités polonaises qui tergiversent et cherchent à ménager la chèvre et le chou en ayant exactement les mêmes réflexes minorants qu'avaient les autorités communistes. Mais le clou de ce spectacle tragi-comique est ailleurs : à l'époque communiste les massacres de la Volhynie étaient tus au nom de l'amitié entre prolétaires ; aujourd'hui les massacres de la Volhynie sont tus au nom de l'amitié avec un régime qui s'est choisi pour héros ceux-là mêmes qui ont théorisé et organisé les massacres de la Volhynie : Dmytro Dontsov (1883-1973), Roman Szuchewych (1907-1950), Stepan Bandera (1909-1959) ...

On voit donc que le schisme entre les autorités du pays et la société civile n'est pas près de se combler. Le monument aux morts gêne les autorités et les forces d'opposition se mobilisent contre un révisionnisme qui ferait des Polonais les « serviteurs de l'Ukraine » comme

l'a si bien formulé le porte-parole du ministère des affaires étrangères Lukasz Jasina. Le sujet est fleuve et n'est pas près de se tarir. Mais s'il est vrai, comme l'a laissé entendre le Père Moskal, qu'en Pologne, ce sont les Polonais qui font la nation, l'Etat ne réussira pas à envoyer les Polonais se battre en Ukraine et Domostawa sera en quelque sorte l'illustration de l'importance de la transmission intergénérationnelle pour suppléer toute communication médiatique et autoritarisme institutionnel. —

(1) <https://wiadomosci.radiozet.pl/polska/news-tusk-odpowiada-na-grozby-putina-premier-widzi-jedno-rozwiazanie>

(2) https://banbye.com/watch/v_DM_at_TavVkk?tab=0 et https://banbye.com/watch/v_pOZTuuPgwSIU

(3) «Kresy», est nom générique donné aux régions qui ont été perdues par la II République de Pologne et qui appartiennent actuellement à l'Ukraine (Galicie et Ivano-Frankivsk) et à la Biélorussie.

(4) L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) a été créée en 1929 à Vienne. L'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) a été créée en 1942 et est l'émanation militaire de la branche OUN de Stepan Bandera.

(5) https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2012/K_010_12.PDF

Photo catho



Le dernier numéro de *CLV magazine - Choisir la vie* (N° 47 - octobre-novembre 2024) se penche sur la question du transgenrisme : **L'idéologie mysogine qui efface les femmes**. Olivier Dehaut, rédacteur en chef, attire notre attention sur *l'interview de Marguerite Stern, ex FEMEN, co-auteure du livre Transmania qui donne un éclairage au vitriol sur le délire transgenre dont vous entendez parler à toutes les sauces*.

En complément, le *CLV magazine* a obtenu l'autorisation de *Kla.TV* de reproduire par écrit une de leurs enquêtes sur le vaste réseau international qui a infiltré tous les secteurs de la société et de la politique pour promouvoir le mouvement transgenre. Dans quel but ? Découvrez les réponses dans cet excellent numéro ! info@choisirlavie.ch

Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR facilitera votre versement.



Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions.